

La Côte d'Ivoire : un rebond économique rapide

Ifri-OCP Policy Center Roundtables – SESSION II

Auteur

Philippe PERDRIX

Directeur général, Agence de communication 35°Nord

Messages clefs

- Malgré la durée et la violence de la crise politico-militaire ivoirienne, l'économie du pays n'a jamais sombré dans la récession.
- Cette résilience s'explique notamment par la résistance de piliers économiques qui ont permis au pays de tenir le choc (l'agro-industrie notamment).
- Aujourd'hui le rebond est puissant et rapide : un effet de rattrapage mais aussi la conséquence de politiques publiques qui ont redonné confiance aux acteurs économiques.
- Pour autant ce rebond reste fragile. La période qui suivra le départ de Ouattara sera à haut risque.

Introduction

Les autorités ivoiriennes annoncent pour 2015 un taux de croissance économique de plus de 10 %. Optimisme démesuré en cette année d'élection présidentielle ? Sans doute. Consolidation d'une reprise entamée depuis la fin de la crise politico-militaire en 2011 ? Certainement. De fait, la Côte d'Ivoire affiche depuis quatre ans un indéniable dynamisme qui ne repose pas seulement sur un effet de rattrapage. Les politiques publiques ont contribué à ramener la confiance des acteurs économiques dans un pays qui peut miser sur de solides atouts, à commencer par le potentiel de son secteur agro-industriel.

Tourner la page d'une longue crise politico-militaire

Les origines de la crise ivoirienne remonte finalement à 1993 avec la mort du président Félix Houphouët-Boigny et la rivalité pour sa succession entre Henri Konan Bédié et Alassane Ouattara. Fragilisée par le contexte économique, notamment par la chute des cours du cacao et les crispations ethniques attisées par le concept de l'ivoirité, la Côte d'Ivoire plonge alors progressivement dans un cycle de violences politico-militaires. En 1999, un coup d'État militaire renverse le président Konan Bédié. En 2002, son successeur élu deux ans plus tôt lors d'un scrutin marqué par des troubles, Laurent Gbagbo, fait face à une rébellion dans le nord qui conduit à une partition de fait du pays. Il faudra attendre le scrutin présidentiel du 28 novembre 2010, suivi par une violente crise postélectorale et l'investiture le 21 mai 2011 du nouveau président élu, Alassane Ouattara, pour que la Côte d'Ivoire commence à tourner une douloureuse page de son histoire.

Des fondamentaux solides, une économie résiliente

Pourtant à l'analyse des chiffres, il ressort que l'économie ivoirienne a affiché une forme de résilience puisque seule l'année 2011 a été marquée par une récession avec un taux de croissance négatif de 4,4 %. Il n'est pas question de sous-estimer les conséquences de cette décennie perdue (disparition de plus de la moitié des entreprises, flambée du chômage et de la pauvreté frappant la moitié de la population, mise à mal de la filière cacao, arrêt de la plupart des investissements

publics et privés, délitement et appauvrissement de l'État...), mais force est de constater que la Côte d'Ivoire n'a pas sombré. Pour preuve depuis 2011, le rebond est rapide, puissant et solide grâce notamment à un secteur agro-industriel (filiales cacao, hévéa, anacarde, huile de palme, banane...) qui contribue à 26 % du PIB national et qui fait vivre 70 % des 25 millions d'Ivoiriens. Grâce à ces filières d'exportation, la Côte d'Ivoire est le seul pays subsaharien importateur net de pétrole à avoir une balance commerciale excédentaire. Les exportations ivoiriennes ont augmenté de 40 % depuis 2009.

Un effet de rattrapage, mais pas seulement

Cette reprise économique ivoirienne se caractérise principalement par une hausse significative des investissements, notamment dans les infrastructures (transport, routes, énergie...), qui sont passés de 10 % du PIB en 2001 à 17 % à 2014. Ce dynamisme s'explique notamment par un regain de confiance des acteurs économiques et financiers rassurés par le potentiel du marché et de l'appareil productif ivoiriens. Ils sont aussi encouragés par des politiques publiques incitatives en direction du secteur privé. La Côte d'Ivoire a ainsi effectué avec succès son premier emprunt international (750 millions de dollars) en juillet 2014. Autre exemple avec la filière du cacao. La Côte d'Ivoire représente plus de 35 % des récoltes mondiales et est en train de redevenir le premier broyeur mondial de fèves. Le gouvernement a par ailleurs engagé une réforme afin de favoriser la transformation locale des fèves en produits finis et semis finis. Une première chocolaterie industrielle (Cemoi) a été inaugurée en mars 2015. Les secteurs de la banque, de la finance, du commerce, du bâtiment, du transport et de la logistique sont également en pleine croissance.

Conclusion

Dans les années 1970, la Côte d'Ivoire faisait figure de champion économique africain. Après une longue crise politique, elle dispose de tous les atouts pour le redevenir. On parlera alors « d'économie émergente ». Si la qualité des fondamentaux économiques du pays ne fait donc pas de doute, les interrogations sur l'avenir de la Côte d'Ivoire renvoient à ses complexes équations politiques et communautaires. La réconciliation promise et engagée au lendemain de la victoire du président Ouattara n'a pas mis un terme ni aux crispations régionales ni aux rivalités et ambitions politiques exacerbées. Si le scrutin présidentiel de novembre 2015 semble s'apparenter à la chronique d'une victoire annoncée pour le président Ouattara, il est tout aussi certain que « l'après-Ouattara » constituera une incertitude et portera les germes d'une nouvelle radicalité dans la conquête du pouvoir.